

*Prolétaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

N°44

pour le socialisme

5f

SEMAINE DU 28 MAI AU 3 JUIN



L'heure des premières décisions

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 28 MAI AU 3 JUIN 1981

N° 44 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F

DIX-SEPT jours après l'élection de François Mitterrand, et dix-neuf jours avant le premier tour des élections législatives, le gouvernement Mauroy vient de concrétiser sa mise au travail en tenant son premier conseil. Sans trop préjuger des mesures qu'il sera amené à prendre, la composition de ce premier gouvernement du nouveau septennat fournit déjà des indications politiques importantes sur lesquelles il est nécessaire de s'attarder.

D'entrée de jeu, une première idée, largement répandue, vient d'être prise à contre-pied : il ne s'agit pas là, *stricto sensu*, d'un gouvernement « de transition » destiné simplement à gérer les affaires courantes avant que ne lui succède, après les législatives, un gouvernement plus durable celui-là, parce que fondé sur la nouvelle configuration parlementaire. Doté de trente ministères et de douze secrétaires d'Etat, couvrant l'ensemble des domaines concernés par l'exécutif, le nouveau gouvernement apparaît de toute évidence comme « opérationnel » immédiatement. Qui plus est, on y retrouve dès maintenant la quasi-totalité des socialistes ministrables, les autres étant affectés soit à la direction du parti socialiste, poste important s'il en fût, soit dans l'entourage direct du nouveau président. Chacun des créneaux du nouveau pouvoir est donc pourvu.

Les exigences face au PCF

ON peut y voir, c'est l'explication officielle dont il faut prendre acte, la volonté délibérée d'agir vite, dans tous les domaines, et sans attendre l'issue des échéances électorales. On peut y voir aussi l'expression de la tactique du PS quant à ses alliances. En créant immédiatement un gouvernement numériquement important, composé d'hommes et de femmes jouissant souvent d'une certaine notoriété, Pierre Mauroy tend à montrer que les équipes déjà mises en place ne sont, en toute hypothèse, susceptibles que de peu de modifications après le mois de juin. En d'autres termes, on peut penser que le PS n'entend pas remanier radicalement son gouvernement après les législatives, sur la base de leurs résultats, et en fonction des accords qui viendraient à être conclus dans la nouvelle majorité. En d'autres termes encore, la présence de ministres communistes, si elle n'est pas à exclure, apparaît soumise à des conditions importantes. Leur place dans le gouvernement de la rentrée n'est pas réservée d'avance, loin s'en faut.

Dictée pour une large part par des considérations électorales — la présence du PCF au gouvernement sera le thème essentiel de la campagne de la droite — les conditions draconiennes fixées au PCF se retrouvent évidemment dans les propositions du parti socialiste lui-même, tel qu'il les a formulées lors de sa récente convention nationale. S'il ne se dit pas opposé à la conclusion d'un accord politique de gouvernement avec le PCF, le PS n'en fixe pas moins des conditions dont on voit mal comment elles pourraient être remplies dans l'immédiat. N'est-il pas demandé, rien moins, à ce que le PCF renonce à la substance de ses positions tant en matière internationale qu'en ce qui concerne « les rythmes de transformations de la société ». Qu'il s'agisse des nationalisations, des transformations de structures économiques, etc ? Raffermi par l'évolution du rapport de force tel qu'il a pu s'établir le 26 avril dernier, et plutôt optimiste sur les résultats des législatives, le PS entend aujourd'hui affirmer toute sa supériorité sur son ancien partenaire du programme commun. De ce point de vue, la composition « durable » du gouvernement en atteste, les socialistes souhaitent sans doute camper sur leurs solides positions,

rejetant la balle dans le camp du PCF. Le résultat des législatives, la nature de l'action gouvernementale, l'évolution du mouvement social, permettront de savoir comment le PCF entend l'utiliser.

La portion congrue de Rocard

NSCRIT directement dans l'évolution des rapports de force à gauche, la composition du gouvernement Mauroy est aussi l'expression des évolutions internes au PS. Sans doute, la victoire aidant, celles-ci sont-elles susceptibles de transformations. Sans doute aussi « l'état de grâce » joue-t-il dans le PS lui-même. Il n'en reste pas moins que les profonds clivages constatés auparavant entre « mitterrandistes », « rocardiens » et partisans du CERES demeurent, et peuvent même trouver de nouveaux champs d'application dans l'exercice du pouvoir. Le subtil dosage mis en place par le tandem Mitterrand-Mauroy est de ce point de vue significatif. Sur les trente ministères que compte le gouvernement, seize appartiennent au « courant Mitterrand », quatre au « courant Mauroy », quatre encore au CERES, et trois seulement sont rocardiens, les trois autres étant les radicaux de gauche, et Jobert. Elargis aux secrétaires d'Etat, les dosages sont plus nets encore : respectivement vingt-cinq, cinq, cinq et trois. La très sévère bataille, qui n'était pas que de forme, qui a traversé le PS depuis le Congrès de Metz trouve ici son prolongement, puisque les « mitterrandistes » se trouvent majoritaires à eux tout seuls dans le gouvernement, et que les rocardiens y sont en portion congrue. Certes, Michel Rocard, Jean-Pierre Cot et Louis Le Penec sont ministres, mais leur marge de manœuvre est des plus réduites, et l'expression de leurs idées propres aussi, par voie de conséquence.

Delors, Cheysson, Jobert...

COMMENTANT la composition du nouveau gouvernement, un dirigeant socialiste a pu dire qu'il était « le plus à droite de ce que la gauche pouvait faire ». Laissons-lui le propos, mais constatons la présence des Deferre, Jobert, Labarrère, Faure, Cheysson, Chandernagor, Henu, Delors, Savary... dont ni les attitudes passées ni les propos récents n'indiquent, y compris dans le PS, la claire volonté transformatrice. Au-delà même de ces hommes, on ne peut que remarquer combien la composition des cabinets ministériels paraît proche de ce qu'elle était dans le passé, avec d'autres noms bien sûr.

Ainsi, face à la configuration du gouvernement, face au manque de clarté qui caractérise encore, en cette nouvelle période électorale, les déclarations du PS, face aussi aux premiers propos officiels de Mauroy ou de Delors, il convient donc de rappeler combien est nécessaire la satisfaction d'un certain nombre de revendications populaires directement formulées, qu'il s'agisse de la titularisation des auxiliaires, la suspension des plans de démantèlement, la libération des prisonniers politiques, ou, entre autres exemples, l'abrogation des lois Peyrefitte, et Barra-Bonnet-Stoléru. Il convient aussi de rappeler combien le moment est propice au rassemblement et à l'émergence d'une gauche nouvelle. Il y va, la composition du nouveau gouvernement l'indique à sa manière, de la possibilité de ne pas rester à mi-chemin dans la voie ouverte par le départ de Giscard.

Nicolas DUVALLOIS

GISCARD BATTU, RASSEMBLONS UNE GAUCHE NOUVELLE !

Premiers signataires :

Aline ARCHIMBAUD (Paris 19*) — Bernard AUGER (SOS-Emploi Paris 19*) — Herbert AXELRAD (militant d'Union dans les luttes) — Aline BACCHET (syndicaliste) — Gilles BARDOU (CNRS-INPNP) — Philippe BLANCHE-MANCHE (syndicaliste Recherche Paris) — François BOGGIO (enseignant Villefranche/Saône) — Charles BRAAKSMA (syndicaliste Lyon) — Pierre BRUNE (syndicaliste enseignant, Nancy) — Didier CALONNE (responsable syndicaliste enseignant, Lille) — Pierre CAMUS et Claire KARB (membres du collectif Iskra) — Jean-Michel CARRE et Yann LE MASSON (cinéastes, animateurs du collectif Le Grain de Sable) — Alain CARRET (responsable syndical communal, Besançon) — Jean-Pierre CHAMPAGNY (journaliste) — Bernard CHARLES (syndicaliste communal Lille) — Marie-Thérèse CICOLLELA (syndicaliste, Paris) — Alain COGNE (syndicaliste) — Béatrice COMPAGNON (responsable syndicale CHU CAEN) — Patrick COTHEREL (syndicaliste Nantes) — Danièle CRUSE (militante féministe) — Dominique DELAYE (Vitry) — Claude DELORME (syndicaliste Berliet) — Michel DEVIENNE (syndicaliste Roubaix) — Christiane DRESSEN (syndicaliste secteur social Noisy-le-Sec) — Claude DUMAS (membre de Radio 19* Paris) — Paul DUPUY (journaliste) — Gilles ETIENNE (CNRS Orsay) — Richard FARABI (militant syndical CHU Caen) — Alain FOCACHON (militant antimpérialiste) — Jean-Luc FIEVET (syndicaliste métallurgie St-Ouen) — Gérard FILIZETTI (chômeur) — Guy GAVOILLE (employé Sacilor-Villefranche) — Yannick GUIN (universitaire, Nantes) — Catherine HERMANN (syndicaliste enseignant, Boulogne) — Michel HILD (ouvrier, responsable syndicaliste, Metz) — Christian ICETA (syndicaliste Longwy) — J.J. BOILLOT (économiste Pcris) — Dominique JAUNAS (syndicaliste SNCF, Nantes) — Patrick JOUBERT (ouvrier syndicaliste, Metz) — Marceau JOUEN (responsable syndicaliste Lainière Roubaix) — Bernard LAMBERT (syndicaliste paysan) — Jean-François LEICK (ouvrier syndicaliste Usinor Longwy) — Christian NICOLAS (syndicaliste) — Corinne NICOLAS (syndicaliste, Paris 19*) — Guy PERRIER (enseignant, syndicaliste) — Jacques POMMIER (professeur à l'Université d'Amiens) — Jacqueline POMMIER (maître assistante Paris XI) — Guy PRAXELLE (syndicaliste chimie Levallois) — Claude PREVOST (employé Sacilor Thionville) — François PREVOST (responsable syndicaliste cheminot, Thionville) — Camille REY (travailleuse sociale) — J.M. REYNAUD — René RODRIGUEZ (enseignant Vitry) — Bernard ROUAULT (syndicaliste enseignant Montreuil) — Guy RUELE (membre de Radio Clameur) — Daniel TAINMONT (responsable syndicaliste mineurs Lievin) — Michel VILLAC (syndicaliste) — Christian WARNIER (syndicaliste finances Lille) — C. WICHOVANOK (syndicaliste enseignante Roubaix) — R. WICHOVANOK (syndicaliste Lainière Roubaix) —

Richard AGUADO (animateur, Aix) — Jocelyne BERDU (syndicaliste enseignante Montreuil) — Gérard BOTELLA (employé PTT, Réseau des Amis de la Terre, Thionville) — Michel COLNOT (employé PTT) — Jocelyne DEGROTE (aide-maternelle, Fameck) — Gilles ESCALA (Grenoble) — Jean-Luc EVRARD (lycéen, animateur du CLAF-Florange) — Michel EVRARD (retraité sidérurgie, Florange) — Emile GANDER (syndicaliste santé, Neuilly/Seine) — Francis LATTUGA (cadre de télévision, SFP Paris) — Christian MAES (adjoint au maire de Tourcoing) — Evelyne PETITFRERE (enseignante Florange) — Brigitte RAEMO (enseignante) — Joseph RAEMO (syndicaliste Sacilor Soliac, Marspich) — Pierre RUFFIER (médecin, Lyon) — Yvan SAMSON (universitaire, Grenoble) —

De nouveaux signataires : Solange AMAYE (enseignante) — Michel ALBRECHT (éleveur à Michelbach-le-haut) — Rémi BALDACCI (formateur, Grenoble) — Michel BARBIER (syndicaliste, prêtre, Chalon/Marne) — Jean-Jacques BATHÉLET (militant antinucléaire, Grenoble) — Maurice BERMES (ébéniste, Metz) — Aïcha BERNIER — François BERTAGNOLIO (syndicaliste EDF, Besançon) — Serge BISCHOFF (biologiste, Zaessingne) — Bernard BOLLENGIER (syndicaliste communaux du Nord) — Martine BOYER (militante antinucléaire, Grenoble) — Maryse BRIEN (enseignante, Grenoble) — Etienne BUTZBACH (médecin, Belfort) — Christophe CAIGNAERT (syndicaliste enseignant, ancien membre du PCF, Roubaix) — Philippe CARDON (syndicaliste, Belfort) — Elisabeth CHAPOY (syndicaliste Merlin-Gérin) — Pierre COCHARD (syndicaliste PTT, Besançon) — André COISNE (militant ouvrier, Roubaix) — Frédéric DANIELSZAK (syndicaliste, Roubaix) — Raphael DARLEY (militant syndicaliste, Auxerre) — Michel DAVID (syndicaliste enseignant, Lille) — Marcel DEGLANE (syndicaliste, Grenoble) — Dominique DEON (syndicaliste PTT, Besançon) — Jean DESCHUTTER (ouvrier syndicaliste, Pas-de-Calais) — Hubert DROUVOT (universitaire, Grenoble) —

La défaite tant attendue de Giscard, après 23 ans où la droite a monopolisé le pouvoir, change le cours de la vie politique en France et suscite l'espoir.

Alors que, depuis des années, tout paraissait bloqué, verrouillé, voilà que soudain s'exprime la volonté, longtemps contenue, de discussion et d'action politique, voilà que viennent au jour des possibilités nouvelles de lutte pour une transformation en profondeur de la société capitaliste. C'est pourquoi, pour consolider ce succès, il faut tout faire pour battre la droite aux élections législatives de juin.

BATTRE LA DROITE, OUI, MAIS POUR UNE POLITIQUE DE GAUCHE.

On entend de proches conseillers économiques du nouveau président insister sur l'ampleur de la crise, pour prôner une modération des exigences populaires. Certes, tout n'est pas possible tout de suite, nous en sommes bien conscients, mais une série de mesures indispensables doivent être prises dans les tout prochains mois par le nouveau gouvernement.

Parmi les plus importantes d'entre elles :

- abrogation de la loi sécurité et liberté, de la loi anti-casseurs, dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat, amnistie pour les prisonniers politiques, notamment pour les détenus corses et Colette Meynard ;
- représentation proportionnelle intégrale à toutes les élections ;
- référendums d'initiative populaire ;
- égalité des droits pour les travailleurs immigrés, abrogation des lois Barre-Bonnet-Stoléro ;
- extension des droits des travailleurs dans l'entreprise (conseils d'atelier...);
- suppression du monopole de la radio-télévision ;
- vers les 35 heures sans diminution de salaire ;
- revalorisation conséquente du SMIC et des bas salaires, des prestations sociales et des allocations familiales ;
- la cinquième semaine de congés payés ;
- abaissement de l'âge de la retraite ;
- contre le chômage : arrêt des plans de licenciement en cours, titularisation des auxiliaires et vacataires, indemnisation de tous les chômeurs ;
- arrêt du programme nucléaire, diversification des sources d'énergie et développement des économies d'énergie ;
- égalité des salaires entre hommes et femmes, interruption volontaire de grossesse libre et gratuite pour toutes ;
- boycott de l'Afrique du Sud et arrêt des ventes d'armes aux régimes fascistes et racistes ;
- plan d'aide au Tiers Monde.

Sans une avancée sérieuse sur l'ensemble de ces mesures, il ne saurait y avoir une réelle politique de gauche, et les espoirs que suscite le changement de personnel politique se transformeraient bientôt en désillusions.

Car les luttes menées depuis une quinzaine d'années ont marqué une volonté de rupture réelle avec le capitalisme.

DES QUESTIONS DE FOND

● Face au rejet, au dégoût du travail parcellisé, monotone, sans initiative, quelle réponse politique apporte la gauche ? Muette sur la coupure entre conception et exécution dans le travail, elle ne remet pas non plus en cause la hiérarchie, qui n'est pas seulement celle des salaires, mais aussi celle des pouvoirs.

● De la politique politicienne, de la politique spectacle, rejetée unanimement, la gauche prétend bien se démarquer. Mais comment le pouvoir serait-il entre les mains des travailleurs, si la spécialisation et la compétence ont toujours le premier et le dernier mot ? Est-ce en remplaçant des énarques de droite par des énarques de gauche que la gauche va renouveler la politique ?

● La crise des valeurs anciennes dans l'ensemble des relations sociales n'est pas mieux prise en compte par la gauche. Le mouvement des femmes n'est pas seulement porteur de revendications matérielles. Il exprime aussi une autre conception des relations hommes-femmes, de la famille, de la sexualité. Le mouvement associatif, le mouvement écologiste posent des questions tout aussi fondamentales sur l'urbanisme, la maîtrise de l'environnement, la finalité de la production.

Pour traduire politiquement ces exigences, issues des luttes depuis Mai 1968, mises en avant par les forces révolutionnaires et les nouveaux mouvements, nées de la réflexion politique conduite ces dernières années par de nombreux militants dans les partis de gauche et les syndicats, il faut construire une gauche nouvelle. Les élections législatives peuvent et doivent être l'occasion de présenter des candidatures qui se situent dans cette perspective et la soumettent largement à la discussion. Plusieurs initiatives se situent d'ores et déjà dans cette démarche. Nous pensons qu'il est nécessaire que toutes les forces organisées, politiques, associatives, et tous ceux qui se reconnaissent dans l'exigence d'une gauche nouvelle, se rencontrent et se concertent pour mettre sur pied des candidatures communes.

ble) — Bernard DRUGNAN (universitaire, Grenoble) — Patrick DUBOIS (syndicaliste enseignant, Lille) — Simone DUCLOS (ouvrière syndicaliste, Grenoble) — Maria EVRARD (chômeuse, Seremange) — Giovanni FALLA (étudiant, Lille) — Pascal FAMERY (animateur d'Action Presse Lycéenne) — Monique FOCACHON (membre du conseil départemental de la FCPE de la Marne) — Patricia FAUQUET (enseignante, Roubaix) — Francis FAUQUET (ouvrier syndicaliste, Roubaix) — Bruno FAURE (syndicaliste Briançon) — Colette FILLION-NICOLET (mouvement des femmes, Grenoble) — Anne-Marie GALLET (syndicaliste) — Daniel GIAVON (enseignant, Hayange) — Jean-Paul GITTA (syndicaliste Peugeot, Belfort) — Laurent GRISEL (ouvrier syndicaliste, Dunkerque) — Raymond GUGLIEMO (enseignant à Paris VIII) — Gérard GUILLOT (ouvrier, Grenoble) — Pierre HALBWACHS (professeur à Paris VII) — Bernard HENNION (syndicaliste CNET, Grenoble) — Guy HENRY (sidérurgiste, Fameck) — Jean-Claude JAUNEAU (ingénieur agronome, Grenoble) — Rémy KLEIN (sidérurgiste, Florange) — Henri KRYZANOWSKI (syndicaliste) — Robert LAZERT (militant de quartier, Besançon) — Jean-Philippe LEDOUX (instituteur, Roubaix) — Annie LOVICH-HAROTTE (éducatrice, Metz) — Rémi LOVICI (universitaire,

Lille) — Josiane MADELEINE (institutrice, Nilvange) — Philippe MARCEL (syndicaliste cheminot) — Etienne MARTIN (syndicaliste PTT, Besançon) — Pascal MARTINON (instituteur, Grenoble) — Michel MESTDAGH (Dunkerque) — Marie-Paule MEYER (syndicaliste EDF, Besançon) — Emile MICHEL (syndicaliste PTT, Besançon) — Dominique MICQUIAUX (syndicaliste, Grenoble) — Jean-Claude MOREAU (syndicaliste communal, Besançon) — Lucette NAULIN (militante FCPE, Auxerre) — Gaston PERNIN (syndicaliste PTT,) — Hélène PFISTER (enseignante, Montpellier) — Jules ROSE (Besançon) — Georgette SABA (Grenoble) — Jacques SAMSON (syndicaliste chimie, Grenoble) — Rosa SARDA (nourrice) — Michel SIGOYER (chercheur, Grenoble) — Pierre-André SONZONO (syndicaliste SEMS) — Hélène SOUCHON (militante FCPE, Paris XIX*) — Edmond SPEYERE (ouvrier syndicaliste, Metz) — Jean-Michel THENATEY (artisan, Auxerre) — Alain THOMAS (syndicaliste enseignant, Tonnerre) — Chantal THOMAS (syndicaliste enseignante, Roubaix) — Marie-Thérèse THOMAS (syndicaliste, Tonnerre) — Alain TRIQUET (syndicaliste, Grenoble) — Jean-Pierre UHRY (CNRS, Grenoble) — Christine ZECCHINI (lycéen du CLAF, Florange) —

Certains d'entre nous sont également signataires de l'appel « C'est l'heure ».

JACQUES DELORS, UN APOTRE DE LA CONCILIATION

Pour le nouveau ministre de l'Economie,
*« une politique économique, c'est pour 50 %
de la psychologie et pour 50 % de l'économie »*

Par François NOLET

JACQUES Delors, cinquante-cinq ans, prend possession du ministère de l'Economie et des Finances, précédé d'une solide réputation d'économiste rigoureux, apte à redonner confiance aux milieux financiers. Mais il n'est pas seulement un économiste : il étaye son action sur une conception d'ensemble de la société, qu'il a notamment exposée dans un ouvrage paru en 1975 (1).

Les soubassements de la pensée économique de Jacques Delors sont inscrits dans son itinéraire politique. Chrétien, il fait, à la Libération, un bref passage au MRP. Dans les années cinquante, adhérent de la CFTC, il travaille avec les animateurs du courant Reconstruction, qui sont à l'origine de l'évolution de la CFTC en CFDT.

Nourri de la lecture d'Emmanuel Mounier, il se réclame

encore aujourd'hui du personnalisme. C'est sur cette base qu'il critique l'actuel mode de gestion du capitalisme : « Cette société industrielle, dit-il, est une société qui fait passer l'accroissement des biens matériels avant le bonheur de l'homme, le moyen avant la fin. Or, autrement dit, l'avoir avant l'être » (op. cit. p. 136).

Dans cette conception morale de la transformation sociale, chacun a un rôle à tenir, à sa place, l'Etat devant intervenir pour arbitrer les inévitables conflits. Pour Jacques Delors, il va de soi que « le devoir de tout gouvernement est de faire vivre ensemble tous les citoyens, notamment par la création de règles du jeu acceptables par tous » (p. 193). Certes, la réalité révèle l'existence de conflits d'intérêt. « La lutte des classes existe. C'est un fait avec lequel

on doit compter. Mais réfléchissez un instant. Si demain la gauche est au pouvoir, qu'elle réalise ses réformes — y compris les nationalisations — le problème n'en demeure pas moins d'obtenir une concertation entre l'Etat, les syndicats et les entreprises publiques et privées » (p. 91).

Dans cette optique, Jacques Delors se réclame plus volontier de la CFTC de 1962 que de la CFDT d'aujourd'hui, dont il dit s'être étonné « parfois de certains débordements, qui, sous le coup de l'enthousiasme autogestionnaire, privilégiaient le spontanéité aux dépens de la nécessaire cohérence de l'action ou bien la contestation radicale au détriment de la recherche, toujours inévitable, du compromis qui permettra de concrétiser les avantages de l'action revendicative » (p. 46). Dans cette volonté d'aider à la solution des conflits, Jacques Delors, jusque là commissaire au Plan, va entrer dans le cabinet de Jacques Chaban-

Delmas, alors premier ministre. « Sans mai 68, dit-il, il ne me serait pas venu à l'idée de tenter cette expérience » (p. 97). On admettra que la filiation n'est pas directe entre l'explosion de mai 68 et la « nouvelle société » de Chaban-Delmas. Mais Jacques Delors est plus pragmatique que les grévistes de mai 68. « Jacques Chaban-Delmas, dit-il, m'apparaissait dans son comportement privé comme un homme qui était pour la modernisation et la justice sociale » (p. 103). Jacques Delors a alors estimé que, sous Chaban-Delmas et Pompidou, « la société française était dans un état d'attente fébrile et de déséquilibre certain ; (...) c'était une période opportune pour essayer de faire passer deux ou trois réformes qui resteraient et qui auraient pour objet d'améliorer le fonctionnement de la société » (p. 99). Il pense que la période a eu des aspects positifs importants, entre autres parce qu'« il a été possible, par un effort obstiné, de

mettre en place les éléments d'un véritable système de relations industrielles où la négociation et le dialogue sont la règle à tous les niveaux » (p. 106).

Comment changer ?

La perspective qu'il envisage ne saurait donc se définir comme une rupture, mais comme un passage d'une société « à dominante capitaliste » à une société « à dominante socialiste ». Socialisme dont il donne cette définition : « La prédominance à l'action concertée des collectivités sur le jeu des groupes et des individus » (p. 141). Les collectivités, cela signifie notamment les collectivités locales, pour lesquelles il souhaite des compétences élargies. Pour lui, « l'Etat (central, NDLR) souffre d'anémie grasseuse, c'est-à-dire qu'il est omniprésent, qu'il empêche les citoyens de créer, et qu'en même temps, il fait mal ce qu'il devrait faire, parce qu'il est investi par les forces de l'argent et qu'il est mal organisé (...) Il ne suffit pas de conférer de nouvelles prérogatives à l'Etat pour aller vers la société socialiste. Il est tout aussi important de débarrasser de sa graisse inutile et de lui donner du muscle, de décentraliser la décision au profit des

... aujourd'hui ministre du gouvernement Mauroy



régions et des villes ou des communes rurales, de renforcer le contrôle démocratique, de donner leur chance aux associations d'intérêt général. On retrouve, là aussi, une illustration du socialisme autogestionnaire. En résumé, pour transformer profondément la société, il importe de combiner le changement venu d'en haut, indispensable, et le changement venu d'en bas, c'est-à-dire la prise en charge de leur destin par les hommes eux-mêmes, sur leurs lieux de travail, sur les lieux d'habitation, dans leur vie quotidienne, en tant que producteurs comme en tant que citoyens » (p. 141-142).

Deux éléments dominants : une méfiance vis-à-vis de l'Etat, qui conduit à relativiser de façon importante le rôle des nationalisations dans la transformation de l'économie ; une perspective de développement de pouvoirs à la base, dont il faut faire remarquer qu'ils concernent chaque fois un aspect isolé de la vie. Dans tous les cas, de telles structures n'auraient de pouvoir de négociation que dans leur domaine propre. Pas question qu'elles se mêlent de décider des questions d'intérêt national (2).

Il s'y ajoute aussi, bien sûr, des réflexions sur la réduction des inégalités, par le biais des transferts de revenus. Mais quant à l'inégalité résultant de la division entre travail manuel et travail intellectuel, Jacques Delors propose tout au plus de favoriser les passerelles de l'un à l'autre en démocratisant l'enseignement, et en développant de façon importante la formation permanente, thème qui revient de façon obsédante chez cette autodidacte. Mais la division des rôles n'est pas fondamentalement remise en cause, et Jacques Delors dit se réclamer aujourd'hui encore de ce qu'il écrivait en 1963, lorsqu'il parlait d'« une réforme complète de l'entreprise qui concilierait les exigences de participation des travailleurs avec la nécessaire autorité de celui qui en a le commandement » (p. 70).

Concilier, tel semble bien être le maître mot de sa pensée économique et sociale. Laissons-le conclure : « On me reproche très souvent la teinte plutôt rose de mon socialisme, alors que d'autres se parent d'un rouge vif. Mais j'ai toujours pensé qu'il fallait demander à l'homme ni trop, ni trop peu. Car la transfor-



« Sans mai 68, dit Delors, il ne me serait pas venu à l'idée de tenter cette expérience » (sa participation au cabinet de Chaban-Delmas). On admettra que la filiation n'est pas directe entre l'employeur de mai 68 et la « nouvelle société » de Chaban-Delmas.

mation de la société, c'est aussi, dans une certaine mesure, le progrès de l'homme. On ne fera rien de positif ni de durable en violant l'homme tel qu'il est aujourd'hui, conditionné par l'in-

dividualisme traditionnel de la société française renforcé par l'univers capitaliste » (p. 158).

1) Jacques Delors, *Changer* (Conversation avec Claude Glay-

man), éditions Stock, 344 p., env. 45 F.

2) Cf une critique plus approfondie des conceptions présentes dans le projet socialiste dans PLS n° 40.

1969 : avec Jacques Chaban-Delmas, « un homme qui était pour la modernisation et la justice sociale »...



SMIC : UN TEST ?

La prochaine hausse du SMIC retient beaucoup l'attention à l'heure où le nouveau gouvernement doit commencer à tenir ses promesses. Pas un jour ne passe sans une déclaration à ce sujet.

En effet, la revalorisation du SMIC fait partie des mesures réglementaires qu'un gouvernement peut prendre sans en référer au Parlement, mesures qui n'engagent pas de profondes réformes de structure mais qui ont toutefois des incidences immédiates sur la vie quotidienne... Et c'est à l'ampleur de cette hausse que d'aucuns jugeront la volonté de changement de ce nouveau pouvoir.

Par Louis FURNEL

LES patrons et l'ex-majorité crient déjà au « désastre économique et financier qui se prépare » (Poniatowski) ; il ne serait pas possible de faire plus et mieux que Barre sans courir à la catastrophe ; les entreprises n'y résisteraient pas, les prix et le chômage augmenteraient, les exportations et le Franc s'effondreraient, etc... La chanson est connue, Barre en répète le refrain depuis plus de quatre ans.

Il n'y a « que » 6 à 700 000 smicards dont 60 % de femmes (7,3 % des smicards hommes sont ouvriers contre 55 % des smicards femmes). Concentrés dans une douzaine d'activités économiques pour les trois quarts d'entre eux (40 % des smicards-hommes sont employés par le bâtiment, les travaux publics et les commerces non-alimentaires et 42 % des femmes payées au SMIC travaillent dans l'habillement, les textiles et commerces non-alimentaires) (1), ils représentent 3,5 à 4 % de la

population active salariée et pèsent d'un poids assez limité dans chacune des branches qui les emploie (6 à 7 % des salariés du B.T.P., par exemple), sans toutefois que ce poids soit négligeable... surtout que ces branches sont celles où le nombre de « bas salaires » est plus élevé (les « bas salaires » sont ceux qui sont égaux à 75 % du salaire ouvrier moyen ou à 60 % du salaire moyen de l'ensemble de la population : 30 % de ces « bas salaires » masculins sont employés dans le B.T.P.) et qu'il s'agit d'activités de main-d'œuvre. On ne peut donc nier que la revalorisation du SMIC aurait des incidences négatives sur le partage salaires-profit (mais ce partage s'est infléchi en faveur des profits au point d'en revenir à celui de 1974... sans que les investissements et les créations d'emplois qui devaient s'ensuivre ne se concrétisent). Que vaut donc le refus de toute augmentation au nom de la santé des entreprises et de la compétitivité de l'économie française ?



« 1 700 F minimum », « 2 000 F minimum (le 7 octobre 1976) : la revendication d'un SMIC minimum nécessaire jamais satisfaite par le gouvernement Barre.

20 % «sans gros problèmes»

Un groupe de travail demandé par Barre lui-même sur les bas salaires (... eh oui, il y pensait...) en arrive à des conclusions qui vont à l'encontre de nombreux lieux communs patronaux : un relèvement de 20 % du SMIC est possible sans que la faillite ne frappe les entreprises. Quelques mesures « compensatoires » seraient nécessaires : allègement des cotisations sociales « employeurs » et relèvement de l'impôt sur le revenu. Le résultat serait alors une légère augmentation du rythme de la croissance, une réduction minime du nombre de chômeurs et une

légère aggravation du déficit extérieur. Voici qui règle son compte au discours arrogant de l'ex-premier ministre, ex-meilleur économiste de France. Ainsi, le relèvement du SMIC, compensé par une augmentation des impôts sur le revenu, est-il envisageable ? Il est même possible de faire d'une pierre deux coups : augmenter le SMIC et réduire l'écart des revenus — ou taxer les grosses fortunes — grâce à l'impôt direct dont le rôle redistributif serait accru.

Une telle augmentation est d'autant plus nécessaire que depuis l'arrivée de Barre à Matignon, en 1976, le taux horaire brut du SMIC a évolué plus lentement que le salaire ouvrier horaire moyen (+ 6,4 % contre + 7,7 % en pouvoir d'achat horaire...) ce qui, compte tenu de la baisse de la durée du travail, de l'augmentation des cotisations sociales payées par les salariés, se traduit par une baisse du salaire net mensuel du smicard (+ 38,3 % contre 41,6 % pour l'augmentation des prix)...

Répercutée sur la hiérarchie des salaires ?

Mais si cette hausse est supportable par l'économie française dans le respect des contraintes internationales, ne risque-t-elle pas de se répartir de bas en haut de l'échelle des salaires, et donc de devenir insupportable ? Là encore, rien n'est moins sûr. Car la lutte pour des augmentations uniformes n'est pas une nouveauté et fait, au contraire, partie intégrante des acquis de Mai 68... qu'il suffit de mettre en œuvre, au niveau gouvernemental ; de même, des aug-

mentations dégressives sont tout aussi envisageables.

Ainsi, la revalorisation du SMIC, outre qu'elle concrétisera ce que beaucoup de travailleurs ont considéré comme une victoire de classe, est parfaitement supportable par l'économie française, même dans le cadre des contraintes de l'accumulation capitaliste, au sein desquelles le PS insère son action.

« Nous ne sommes pas dans le flou »

C'est ainsi que toute l'action de Mitterrand et du nouveau gouvernement sera subordonnée à l'établissement « d'un bilan complet, chiffré, honnête du septennat passé, fait par des membres qualifiés des grands corps d'Etat ». (Mitterrand, *Le Matin* du 10 avril 1981).

Néanmoins, des « mesures (augmentation du SMIC, des allocations familiales, pour handicapés, du minimum vieillesse...) ainsi que d'autres concernant l'emploi seront prises dans les quatre premières semaines du nouveau gouvernement, de manière à montrer que nous ne sommes pas dans le flou... parce que ce sont des engagements et parce que les Français se demanderaient « à quoi bon changer de président » si des mesures concrètes ne viennent pas leur montrer que l'on s'engage sur une autre voie » (J. Delors, *Le Matin*, 8 et 9 mai 1981).

Comment le PS envisage-t-il la question ? Les nombreuses interviews de J. Delors, son poste de ministre de l'Economie et des Finances, son passé de conseiller de J. Chaban-Delmas, en font le spécialiste de ces problèmes. Alors que le *Projet socialiste*



envisageait de porter le SMIC à 2 400 F par mois en mars 1978 (soit 3 200 à 3 300 F actuellement), les « 110 propositions pour la France » se contentent d'affirmer : « Le SMIC sera relevé. Son montant sera fixé après négociations avec les organisations syndicales ». De même, sa place dans la politique des salaires sera discutée.

Faut-il y voir le présage d'une « social-démocratie trahissant » une fois encore les classes populaires ? Les électeurs de Mitterrand ont-ils conclu un marché de dupes ? Le « changement » se résumera-t-il à un changement d'hommes pour une même politique ? Il est certain, que le nouveau gouvernement envisage une politique différente de celle de Barre. Cette politique doit « substituer une dynamique de croissance à une dynamique de récession ». (Le Matin, 4 avril 1981), et insiste sur le problème de l'emploi.

Faire face à trois défis

Selon le PS, la crise se résume à trois défis (énergétique avec le renchérissement du prix du pétrole, émergence de nouveaux « compétiteurs » qui remettent en cause la division internationale du travail, et enfin, la troisième révolution industrielle basée sur la robotique et l'électronique) auxquels il faut faire face. La droite a échoué face à ces défis, pour quatre raisons :

- Barre « s'est appuyé sur un système social archaïque... et Giscard est affligé de cette myopie traditionnelle des classes dirigeantes françaises... qui leur fait dire : puisque les syndicats sont relativement faibles, puisque les syndicats sont inquiets pour leur avenir, profitons-en pour presser le citron ». « Or, tous les pays qui ont connu un sursaut devant cette période l'ont fondé sur le dialogue et la participation ».

- « Il a tout misé sur une incitation centrale, l'adaptation de l'économie française au marché mondial » alors que « si cette impulsion était forte pour les grands groupes français, elle n'avait aucun sens pour la majorité des entreprises françaises ».

- Il ne s'est pas « attaqué toutes les causes de l'inflation » (inflation structurelle due au mauvais fonctionnement de la concurrence, les inégalités sociales, le système fiscal, les rentes de situation...) mais n'a « pu fonder sa politique que sur deux éléments, la maîtrise des salaires nominaux et réels et la limitation des dépenses publiques ».

- Enfin, « l'offensive vers une nouvelle frontière libérale s'est accompagnée de pratiques dirigistes et centralisées qui confortent la collusion entre le pouvoir politique et le grand patronat, constituent des obstacles insurmontables au développement des PME » (J. Delors, Le Matin, 8 et 9 mai).

Face à cet échec, il faut trouver une autre politique. Celle-ci se définit par deux axes.

« La relance de la consommation qui doit réactiver l'économie (mais qui) ne peut se concevoir toute seule » et « la mise en place d'une série de mesures structurelles » (planification et décentralisation, restructuration industrielle, réformes du système fiscal, éducatif, etc...) « qui doivent permettre la transformation des comportements et des mécanismes au prix d'un déséquilibre extérieur temporaire et très supportable ». (Le Matin, 4 avril 1981).

La relance par la consommation

Le relèvement du SMIC, des prestations familiales, des indemnités pour les handicapés, etc... sont les moyens de cette « relance sélective de la consommation », relance sélective car toute relance trop brutale se traduirait par une augmentation non moins rapide de l'inflation ; mais aussi relance rendue possible par l'importance des inégalités sociales qui existent en France à la différence des pays « où la social-démocratie a marqué fortement de son empreinte la société en réduisant les inégalités, en élevant le niveau qualitatif et quantitatif des services collectifs, mais avec en contrepartie, une réduction des marges de jeu, puisque le déficit budgétaire (y) a atteint des proportions telles qu'il est difficile d'en rajouter » (J. Delors, Le Matin, 8 et 9 mai 1981). Voici qui marque de sérieuses limites à l'ambition transformatrice de ce gouvernement : la lutte contre les inégalités

n'est envisageable qu'à concurrence de ce qui existe dans les pays tels l'Allemagne fédérale, la Suède ou l'Autriche. L'Etat garde en mains, le rôle de « correcteur » des inégalités.

Aussi, cette relance n'est-elle pas la pierre angulaire du programme socialiste ; hormis l'effet psychologique qu'elle doit créer (elle est un « facteur de dynamisme et d'espoir ») la place qui lui est faite est limitée car « nous progresserons (dans la lutte contre les inégalités et pour la création d'emplois) au rythme de la reconquête du marché intérieur, du rétablissement de la compétitivité à l'extérieur, de la disparition des causes structurelles de l'inflation, du retour à la mobilité d'ensemble de l'économie » (Delors).

Destinée à transformer les conditions des relations sociales grâce à la disparition des inégalités les plus criantes, la relance par la consommation, et surtout les mesures sociales qui l'accompagnent, sont tributaires de l'intégration de la France dans la division internationale du travail, sanction de son efficacité interne.

Peut-il en être autrement dès lors que l'on ne s'engage pas dans la définition d'un développement autonome et aut centré mais que l'on envisage la crise actuelle comme une mutation technique et scientifique ?

Le SMIC à combien ?

Dans ces conditions, alors que l'augmentation des revenus de transferts (prestations familiales,

pour handicapés, minimum vieillesse, etc...) est quantifiée, il n'en est pas de même du SMIC. Car les premiers sont financés par le déficit budgétaire (qui est beaucoup plus faible en France que dans le reste des pays occidentaux) alors que le deuxième est « supporté » par les patrons.

Aussi, puisque la place du SMIC dans la hiérarchie des salaires n'a pas été revue, que des mesures compensatoires envisagées pour ne pas pénaliser les entreprises de main-d'œuvre n'ont pas été prises, le relèvement du SMIC sera limité, probablement de l'ordre de 10 %, comme le demande la CFDT ; ceci d'autant plus qu'il n'est pas question d'augmentation importante tirant l'ensemble des rémunérations sous prétexte que « ce serait priver les syndicats de la possibilité de négocier branche par branche, entreprise par entreprise, de minimum adaptés aux possibilités de l'économie » (Delors, Le Nouvel Observateur, 25 mai). La politique des salaires, esquissée par J. Delors dans la dernière livraison du Nouvel Observateur, serait « fondée sur deux éléments :

a) un salaire plancher, qui augmente en pourcentage (les cent premiers points, par exemple, de la hiérarchie des salaires)
b) le reste, qui verrait des majorations dégressives ».

La discussion sur la revalorisation du SMIC et la conception qu'en ont les dirigeants du PS, et maintenant de l'Etat, témoignent bien des nouvelles relations sociales à mettre en place : la réduction des inégalités est la condition sine qua non de dépas-

sement du système social archaïque qui existe actuellement en France, la mise en place d'une planification décentralisée et la reconnaissance du rôle indispensable des organisations syndicales doit permettre aux partenaires sociaux de « prendre leurs responsabilités » dans le cadre de grandes orientations fixées par l'Etat. « Il y a (donc) une cohérence absolue entre la relance initiale, facteur de dynamisme et d'espoir, et le rude effort que nous devons accomplir pendant des années pour relever ces défis » (technologique, énergétique, etc...). Pour cela, « la démocratie au niveau de l'atelier est la condition de meilleures performances économiques » ; de même, la création d'un « troisième secteur » (activités collectives autogérées) est subordonnée à ces performances.

L'autogestion est donc bien timide dans la problématique du PS et ne devrait concerner, à terme, que 175 000 emplois (Delors, L'Expansion, 20 mars 1981).

Ainsi, si le PS aperçoit les nombreux problèmes qui agitent la société française (comme en témoignent les propositions de démocratie politique et économique sur lesquelles PLS reviendra), cette prise en compte reste limitée, partielle, tributaire de l'intégration — renouvelée — à la division internationale du travail qui se restructure en cette période de crise.

1) Economie et Statistiques, N° 131.

Les femmes constituent 60 % des quelques 700 000 smicards.



« **D**E nouvelles possibilités existent. La CFDT, tout en maintenant son indépendance par rapport aux partis et au gouvernement, se tiendra à l'attitude qu'elle avait définie dès avant les élections : ni confiance passive, ni surenchère. Ni confiance passive, car le changement ne peut venir d'un seul homme, ou d'une nouvelle équipe au gouvernement. Ni surenchère, car tout n'est pas possible du jour au lendemain. C'est à partir de la mobilisation consciente et durable des travailleurs et des travailleuses que les avancées seront possibles ».

C'est là la position de principe sur laquelle le Conseil National de la CFDT, qui vient de se réunir, est très largement tombé d'accord. Rien de surprenant d'ailleurs, cette position étant certainement très largement partagée par les travailleurs, au-delà même des rangs de la CFDT, et relevant, dans sa généralité, d'un certain bon sens. Le Conseil National de la CFDT n'en est cependant pas resté à un tel degré de généralité : il a fixé les orientations de la centrale face à la situation nouvelle, il a précisé les objectifs revendicatifs prioritaires, les moyens pour y parvenir, il a rappelé quel type de changement, fondamentalement, la centrale de la rue Cadet entendait contribuer à mettre en œuvre.

On se souvient des vagues qu'avaient suscitées les déclarations d'Edmond Maire sur l'augmentation du SMIC de 10 % en juillet et les 35 heures en cinq ans. Bien évidemment, le Conseil National est revenu sur cette question sensible, pour confirmer ces déclarations, de façon nettement majoritaire. Pourtant, les

LA VOIE ETROITE

CFDT : « Ni confiance passive, ni surenchère »

Par Monique CHERAN

dirigeants de la CFDT ont dû le reconnaître publiquement, il est indéniable que ces propositions, dans un premier temps du moins, avaient choqué.

Elles avaient choqué, on s'en doute, dans la CGT, travaillée depuis des mois par la critique systématique de tout ce qui, de près ou de loin, pouvait s'apparenter au « recentrage » de la CFDT. Mais elles avaient choqué bien plus largement, dans les rangs mêmes de la CFDT. Quoi ? La gauche au gouvernement, et le SMIC n'atteindrait toujours pas 3 000 francs par mois ? Dur quand même à faire passer. Alors, sur quel type d'argumentation la direction CFDT a-t-elle mis l'accent pour calmer un peu l'inquiétude montante ?

Du solide...

Dans un premier temps, on avait surtout entendu parler de crise. Cette explication reste, mais elle est complétée, si l'on peut dire, par une argumentation qui se veut plus positive. En gros, le spectaculaire, même s'il fait plaisir pendant quelques

mois n'est pas forcément solide : « La CFDT entend obtenir des résultats concrets et durables, des réformes réelles, la mise en place de moyens et de procédures qui garantissent effectivement et de façon permanente les acquis des travailleurs. Au-delà des mesures immédiates, elle veut notamment aboutir à l'égalité des droits des jeunes, à une réforme des structures économiques et industrielles du pays, à une planification démocratique, à la socialisation des nationalisations, à une réelle politique de l'emploi, à des réformes en profondeur de la Sécurité sociale, à une décentralisation et à une réelle régionalisation, à une autre politique énergétique ».

Dans cette perspective, la direction CFDT estime qu'il serait stupide de compromettre des réformes importantes pour satisfaire, temporairement de surcroît, des revendications qui coûteraient les yeux de la tête : « Il ne faut pas sous-estimer les menaces d'un dérapage économique dans l'inflation et le chômage, aboutissant à une crise monétaire. Une telle hypothèse entraînerait le retour de la

droite au pouvoir pour une longue période ».

Bien sûr, on peut se demander si une bonne partie des entreprises, surtout les petites, seraient en mesure de payer le SMIC à 3 300 francs et d'accorder sur l'heure les 35 heures. Edmond Maire explique que c'est impossible, tant que les réformes de structures, allégeant certaines charges, ne seront pas prises. Bien sûr, on peut se demander si une augmentation significative des salaires n'entraînerait pas une inflation plus forte, et partirait donc rapidement en fumée. Bien sûr, on peut se dire beaucoup de choses sur les risques de retour en arrière qui résulteraient d'une telle situation.

Entre deux risques

Et c'est un fait que, parmi les travailleurs, le souci existe de ne pas compromettre bêtement les possibilités ouvertes par la nouvelle situation, après tant d'années de blocage politique et social à peu près complet. A moins d'une inconscience grave, ou d'une volonté délibérée de

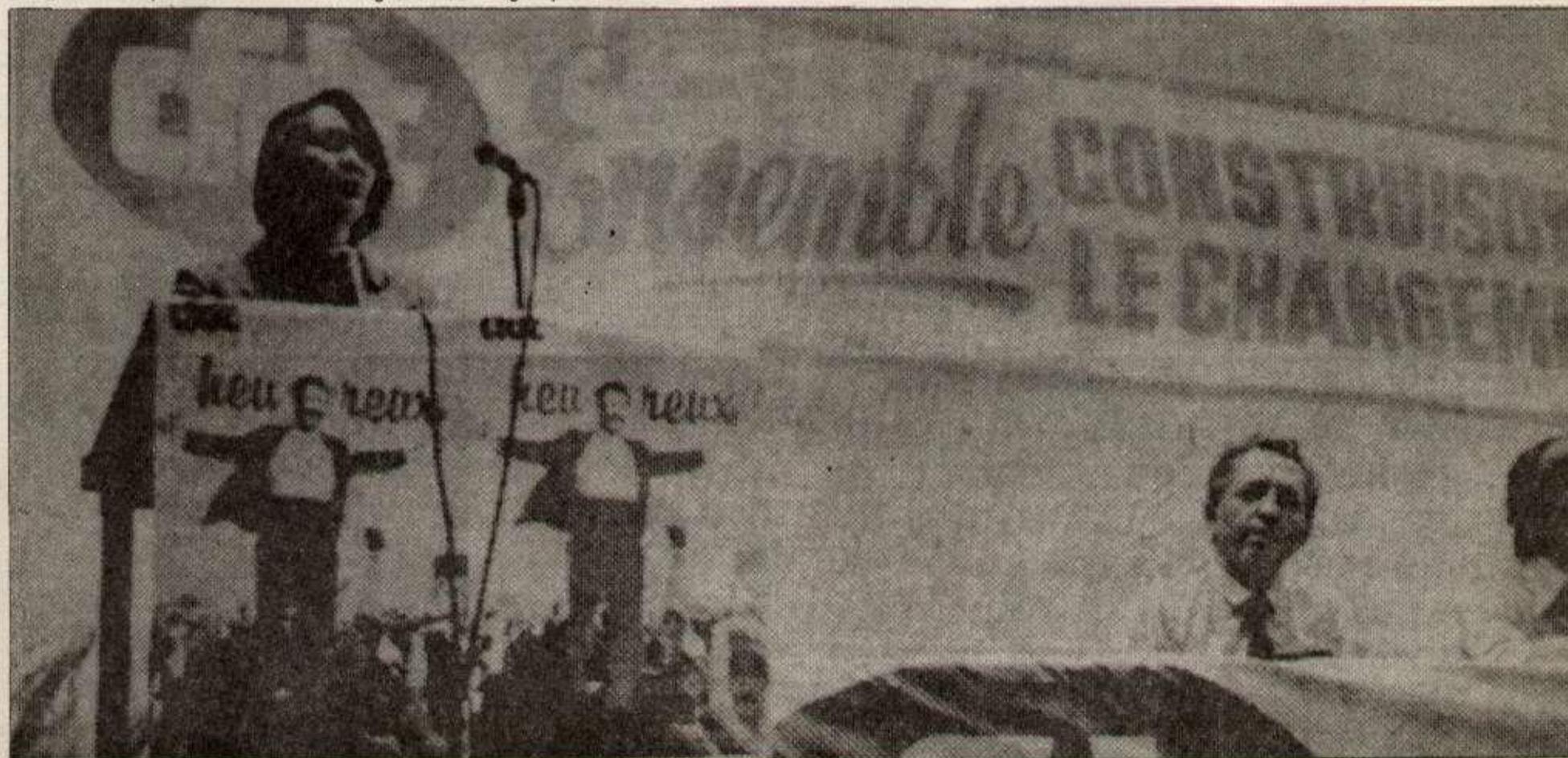
créer des difficultés, on peut souscrire sans trop de problème à la formule « ni confiance passive, ni surenchère ». Mais tout n'est pas dit en ces quelques mots !

N'y a-t-il pas aussi le risque de briser tout espoir de changement, si les travailleurs n'y retrouvent pas rapidement leurs comptes, si, concrètement, un certain nombre d'injustices flagrantes ne sont pas tout de suite réparées par un gouvernement de gauche ? Est-ce là démagogie, feu de paille ? N'y a-t-il pas le risque, si la situation matérielle ne change pas, de connaître bien des difficultés pour mobiliser sur des changements importants, comme les droits nouveaux ?

Il n'est pas sûr que, sur cette question difficile, mais capitale, les arguments de la direction CFDT soient tous aussi pertinents. On peut sans doute faire admettre à des smicards que 10 % c'était inespéré il y a encore quelques mois, sous Giscard-Barre. Mais pour ceux qui touchent aujourd'hui dans les 2 600 francs, ou à peine plus, la gauche au pouvoir, c'est certes des droits nouveaux à conquérir de façon durable, mais c'est aussi pouvoir vivre enfin, tout simplement.

Dans cette perspective, d'autres aspects intéressants de la CFDT auraient bien plus de poids. Ainsi, quand Edmond Maire parle des nationalisations : « Nous ne voulons plus de nationalisations qui soient des étatisations. Il faut de toute urgence socialiser les nationalisations existantes », ou encore, à propos de la planification : « Ce ne sont pas des techniciens mieux orientés qui définiront seuls les programmes. Dans les décisions, il faut que soit réellement changée la place faite aux travailleurs et aux syndicats ».

Le 15 mai dernier, Edmond Maire au meeting CFDT de la région parisienne.



QUELLE DEMARCATIION ?

Que penser du mot d'ordre de la LCR :
« Il faut un gouvernement PS/PC
sans ministre bourgeois » ?

Par François NOLET

C E n'est pas d'hier que la LCR appelle de ses vœux la constitution d'un gouvernement incluant des ministres des deux principaux partis de gauche, à l'exclusion d'autres composantes, comme les radicaux de gauche ou les gaullistes de gauche. Alors que ce mot d'ordre avait longtemps été de nature purement incantatoire, hors des périodes électorales et dans une situation où la gauche était ses divisions, il peut sembler aujourd'hui prendre un sens différent à un moment où la confirmation, aux législatives, de la victoire électorale de la gauche apparaît comme probable, ouvrant la possibilité de la constitution d'un gouvernement commun de la gauche.

C'est même un point particulièrement important pour cette organisation, qui en fait l'axe central de sa propagande dans la campagne aux législatives. On peut s'interroger sur la prise d'un tel mot d'ordre sur la réalité politique.

La revendication « gouvernement PC-PS sans ministres bourgeois » s'inscrit en opposition avec la perspective d'un gouvernement socialiste homogène, mais aussi avec celle d'un gouvernement comprenant des forces politiques situées à la droite du PCF et du PS, comme les radicaux de gauche ou les gaullistes de gauche. Une des pre-

mières déclarations de la LCR après la constitution du gouvernement Mauroy a été pour s'inquiéter de la présence de quelques radicaux de gauche et de Jobert.

Pourquoi une telle insistance sur la présence de ministres extérieurs au PCF et au PS ? En quoi la présence ou l'absence de trois ou quatre ministres radicaux ou de Jobert modifie-t-elle l'orientation du gouvernement ? Ce n'est un secret pour personne que les radicaux de gauche et les gaullistes de gauche représentent électoralement fort peu de chose, et il est exclu que cette situation puisse évoluer de façon significative. Déjà aujourd'hui, la plupart des radicaux de gauche ne doivent leur élection qu'au fait que le PS ne présente pas de candidat contre eux au premier tour. Les gaullistes de gauche n'ont, pour leur part, aucune représentation parlementaire. Dans les élections législatives qui se préparent, les uns et les autres ne peuvent, là aussi pour la plupart, espérer avoir des députés que là où le PS leur fait une faveur en les soutenant dès le premier tour.

La faute à Jobert

Le faible poids réel de cette composante de la majorité prési-

dentielle fait donc paraître assez étrange l'insistance de la LCR sur ce problème, comme s'il s'agissait d'une question déterminante dans la politique du gouvernement. La raison avancée n'est pas d'ailleurs dans le poids politique effectif de ces politiciens. Pour la LCR, « ces

réclame du mouvement ouvrier, du combat des travailleurs » (1). Il y aurait une distinction de classe essentielle, au sein même de l'actuel gouvernement, entre ses membres socialistes et les quelques autres. Il faut pourtant chasser des lunettes bien puissantes pour faire de nettes distinctions entre le discours de Michel Rocard, membre d'un « parti ouvrier », et celui de Michel Crépeau, « politicien bourgeois ». La différence est si ténue que ce dernier avait envisagé de ne pas se présenter à l'élection présidentielle si Rocard avait été le candidat du PS. De même n'y a-t-il pas quelque

Fondamentalement l'attitude de la LCR consiste dans la vieille idée de mettre les partis de gauche au pied du mur, d'exiger d'eux la satisfaction d'un certain nombre de revendications. Dans cette perspective, il faut qu'il n'y ait pas de « ministres bourgeois » qui serviraient d'« alibi » au gouvernement pour justifier un retard à satisfaire les revendications ; c'est aussi pourquoi il faut que les deux partis de gauche soient ensemble au gouvernement ; de cette façon, le PCF et le PS porteraient clairement la responsabilité de la non-satisfaction des revendications.



« Ouvrier » ...

...et « bourgeois »

politiciens bourgeois représentent pour l'instant peu de chose. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas s'en méfier (...) Car ces messieurs n'ont rien à voir avec la classe ouvrière, ils n'appartiennent pas à un parti qui se réclame du mouvement ouvrier, du combat des travailleurs.

artifice à vouloir, d'un côté, rejeter dans les ténèbres extérieures Jobert, parce qu'il fut ministre sous le président Pompidou, et admettre de l'autre comme représentant d'un parti ouvrier Jacques Delors, qui fut collaborateur de Chaban-Delmas, premier ministre de Pompidou ? Il y a là des distinctions qui ne s'imposent guère.

Cette problématique fait peu de cas des visées à long terme du PCF et du double jeu qu'il peut être amené à tenir au gouvernement. L'insistance pesante mise par la direction de ce parti à présenter comme une garantie de la satisfaction des revendications la présence de ministres issus de ses rangs ne serait-elle qu'un artifice de langage ? Si, à terme, la politique du gouvernement de gauche suscite, comme c'est probable, des tensions sociales, le terrain aura été préparé par le PCF qui pourra expliquer le retard mis à satisfaire les revendications par sa trop faible représentation au gouvernement. Certes, il aura des difficultés à faire partager largement ses vues, dans l'état d'affaiblissement électoral et militant qui est le sien actuellement. Mais sans doute pourra-t-il compter, faute de mieux, sur le soutien actif de la LCR pour réclamer davantage de place pour le PCF à tous les niveaux de l'Etat. On saisit mal, en l'affaire, en quoi une telle orientation peut permettre d'aider à la constitution d'une force politique large à gauche de la gauche.

La présence de ministres communistes au gouvernement constitue l'autre volet des revendications trotskystes. La LCR s'inquiète de la volonté réelle du PCF d'accéder au gouvernement : « Marchais, après avoir proclamé sa volonté de battre Giscard, mais appelé seulement au dernier moment au désistement, va-t-il recommencer ? C'est-à-dire réclamer, en élevant la voix, des ministres communistes, mais multiplier les obstacles à la prise de ses responsabilités gouvernementales par le PCF ? », interroge le journal de la LCR (Ibidem). C'est l'argumentation connue selon laquelle les partis de la gauche classique hésitent à aller au pouvoir. A se demander pourquoi le PCF met une telle insistance, jamais démentie, à réclamer « toute sa place » dans un gouvernement de gauche.



Pas de politiciens bourgeois !

Tous les travailleurs se souviennent de Robert Fabry. A l'époque du Programme commun, le PS et le PC avaient en tête se politiciens bourgeois qui se disent de gauche. Après l'échec de 1978, il s'est précipité à la souche... du côté de chez Giscard.

Sentant venir la victoire du candidat du PS, des politiciens bourgeois comme Jobert — ancien ministre de Pompidou — ou Philippe de Chabres — gaulliste de « gauche » — commencent à aller à la souche... du côté de chez Mitterrand.

Ces politiciens bourgeois représentent pour l'instant peu de chose. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas s'en méfier et refuser une quelconque participation à un gouvernement.

Car ces messieurs n'ont rien à voir avec la classe ouvrière, ils n'appartiennent pas à un parti qui se réclame du mouvement ouvrier, du combat des travailleurs.

Leur présence au gouvernement aurait un sens précis. Celui de dire à la bourgeoisie : « Voyez, ne cravez pas peur, si l'un de vos collègues, qui hier a fait ses preuves à votre service, participe au gouvernement, c'est que nous entendons composer avec le patronat, ne pas mettre en cause son règne et son pouvoir. »

**OUI !
IL FAUT UN
GOUVERNEMENT PC - PS**

Giscard-Barre chassés, Mitterrand élu président, un nouveau gouvernement doit former : il ne peut s'agir que d'un gouvernement socialiste. Les travail-

de ces deux partis, le PC et le PS. C'est pourquoi nous devons aux militants socialistes, aux militants communistes, aux militants... aux... aux...

GOUVERNEMENT
au service de

Mais qui, sinon ceux qui produisent, sont les mieux placés pour faire l'essentiel des tâches provoquées par le régime de la droite et des besoins de la population.

Dans l'unité à la base.

1) Rouge du 15 au 21 mai.

RETOUR DE MANAGUA

M.P. a vécu un an à Managua. Elle a vécu la lutte quotidienne des Nicaraguayens contre les ennemis du nouveau régime, contre le lourd héritage laissé par Somoza : l'analphabétisme, le chômage, l'économie ruinée, la faim, l'insalubrité et la maladie, la misère et la mort.

Témoignage recueilli par J.L. BRUNET



Lutter pour l'éducation

Le grand problème qui demeure à Managua, c'est le logement. Beaucoup de maisons ont été détruites par la guerre et le gouvernement n'a pas d'argent pour les reconstruire. Ainsi Managua ressemble-t-elle souvent à une ville en ruines, au milieu desquelles s'élevaient les façades orgueilleuses des énormes villas qui appartenaient à la grande bourgeoisie qui a fui le pays pour les Etats-Unis. Soucieux de ne pas perdre d'argent, les grands bourgeois les louent mais ils les louent en dollars. Les Nicaraguayens qui sont payés uniquement en monnaie du pays, le Cordoba doivent les laisser aux étrangers qui habitent ainsi les plus belles demeures dans les plus beaux quartiers.

Lutter pour se loger

Une partie de la population de Managua est encore entassée dans le quartier de Acahualinka, le plus insalubre, qui borde le lac et où règne encore la malaria. Pour reloger ses habitants le ministère de la Vivienda a entrepris de construire dans le quartier de Lindavista un ensemble de maisons qui leur seront réparties. Au centre de la ville, détruit par le tremblement de terre va bientôt s'élever tout un quartier de logements construits selon les normes anti-sismiques pour loger les gens qui travaillent à trois kilomètres à la ronde. Il s'agit là de résoudre les problèmes de transport dans une ville immense, à la dimension du continent américain que sillonnent les Blackbirds, des bus américains des années 40 où

s'accrochent des grappes humaines.

A la place des décombres, là où on ne peut reconstruire, on prévoit des espaces verts. Celui qu'on a terminé cette année porte le nom d'un jeune garçon assassiné par les somozistes : Luis Alfonso Velasquez. Enfin la construction d'un centre civique où seront regroupés tous les ministres a été entamée. Managua va reprendre figure de ville.

Lutter pour se nourrir

Les problèmes de subsistance sont pratiquement résolus. Les supermarchés qui appartenaient à des particuliers, le plus souvent à Somoza, sont devenus « supermarchés du peuple ». Les produits sont encore chers mais les prix de l'alimentation de base : œufs, beurre, lait, maïs, haricots rouges et riz qui entrent dans la composition du plat national le « gallo pinto », sont contrôlés.

Des trois marchés de Managua deux ont été détruits. Celui qui reste, le marché oriental est abondamment fourni ; on y trouve de tout mais les conditions d'hygiène n'y sont guère respectées. Aussi le gouvernement prévoit-il la construction d'un nouveau avec toutes les conditions requises. En attendant, le marché Israel Levites, un révolutionnaire mort pendant la guerre, permet de désengorger le marché oriental. En général, en effet, les Nicaraguayens préfèrent le marché au supermarché parce que ce n'est que là qu'ils peuvent trouver les iguanes, les tatous attachés en grappe par les

pattes et dont ils font de délicieux ragoûts.

Grâce à ces efforts, le Nicaragua est le pays où l'on mange le mieux pour le moins cher en Amérique Centrale.

Si la question alimentaire a été pour l'essentiel réglée, c'est aussi que l'agriculture s'est orientée vers l'économie de subsistance : le riz, les haricots rouges. Certes le café, la canne à sucre et le tabac sont encore cultivés pour l'exportation, nécessaire à l'économie du pays : les récoltes ont été cette année plus abondantes mais la baisse du prix du café n'a pas permis une entrée de devises significatives et la maladie du tabac a gravement lésé les bénéfices de sa vente.

Tout en contrôlant le réseau de distribution, le gouvernement a entrepris une campagne d'éducation alimentaire. L'essentiel de la nourriture des Nicaraguayens est en effet carnée. Le régime fait des efforts pour encourager une diversification dans l'alimentation. On encourage la population à faire passer au poisson et du poulet. D'autant qu'une grande partie du cheptel est passée avec les gros propriétaires, au Honduras....

Lutter pour la santé

Le Nicaragua manque cruellement de médecins. Quelques heures sont demandées aux médecins au bénéfice de la Sécurité sociale mais ceux-ci, d'origine bourgeoise, offrent leur service de bien mauvais gré. Au mieux, ils sont inactifs, au pire, ils sabotent. On manque de médicaments pour lutter contre les maladies qui ravagent encore le pays : la gastrite, la gastro-entérite qui font mourir encore

beaucoup d'enfants. Beaucoup de ses malaises sont causées par l'ignorance des conditions d'hygiène.

Aussi, pendant 4 mois, chaque année, des étudiants et des lycéens partent à la campagne pour alphabétiser, aider aux récoltes et inculquer les notions élémentaires d'hygiène : ne pas couper d'eau de la mare, le biberon du bébé, construire des poulaillers... Ils participent aussi à la lutte contre l'alcoolisme qui demeure le fléau numéro un au Nicaragua.

Lutter pour l'éducation et la culture

C'est sans doute l'aspect le plus spectaculaire de l'œuvre du nouveau régime. Aujourd'hui, après la première campagne d'alphabétisation, la population sait lire, écrire et compter. Les prochaines campagnes visent à faire passer aux gens les différents degrés du cursus scolaire.

Ce que l'on sait moins, c'est que le souci du gouvernement est aussi de promouvoir les différentes cultures qui avaient été écrasées par le régime Somoza. L'alphabétisation se fait en espagnol sur la côte Pacifique, en misquitos et sumos dans les régions indiennes et en anglais pour la population noire de la côte Atlantique qui est formée d'esclaves « marrons » des Antilles anglaises. Cette population avait été laissée dans un oubli total par Somoza qui ne s'inquiétait que de piller les ressources minières et piscicoles de cette côte. Aujourd'hui, des routes, la radio et la télévision relient cette région à tout le

pays. Le « géant qui sommeille » s'est enfin réveillé.

C'est au Ruden Dario, le théâtre de Managua que viennent se produire les groupes de danses et de chahuts de toutes les régions du Nicaragua, que sont jouées des pièces de théâtre et organisées des festivals poétiques. Le peuple du Nicaragua est un peuple de poètes : il peut aujourd'hui le faire savoir.

La politique est entrée dans le quotidien

Ce qui m'a le plus frappée, c'est la participation du peuple à la vie politique. L'acte politique par excellence, c'est la manifestation. Contre les menaces que fait planer le Honduras où s'entraînent les gardes somozistes, pour la solidarité avec le Salvador, contre la bureaucratie ou le machisme, contre le danger intérieur de la bourgeoisie. Aux provocations de la *Prensa*, le journal du parti de la bourgeoisie répond le slogan : « Si ça n'est pas le peuple, où est le peuple ? Le peuple est dans la rue en train de forger son unité ».

Toute la population veut participer à la vie politique, comme elle a participé à la lutte armée. Les femmes en particulier qui sont encore victimes du machisme, enraciné dans la culture nicaraguayenne, luttent pour travailler, s'intégrer à la vie politique, s'instruire, prennent des initiatives comme des crèches, gérées par les femmes elles-mêmes, en l'absence d'une infrastructure.

Une telle volonté de faire la politique, je crois est la meilleure protection pour le Nicaragua ».

« Si ça n'est pas ça le peuple, où est le peuple ? »



LIRE GRAMSCI...

(1) Un rapport original au marxisme-léninisme

Gramsci est né en 1891 et mort en 1937, mort après avoir enduré 20 ans de prison sous le fascisme. Tout au long de sa captivité, il a écrit trente-deux cahiers, œuvre à laquelle nous nous référons ici (pour ce qui en est publié dans « Gramsci dans le texte »). Il aurait souhaité et avait envisagé de reprendre ces écrits pour une ultime mise au point, il n'a pu le faire. Mais sous la forme où ils se présentent, ces écrits sont porteurs d'enseignements significatifs pour nous. Et cela pour plusieurs raisons.

Par Charles VILLAC

SUR le plan philosophique, Gramsci réaffirme la nouveauté radicale qu'a présentée la philosophie de la praxis ou marxisme-léninisme lors de son surgissement dans l'histoire. Il insiste sur la nécessité d'envisager cette philosophie comme un dépassement aussi bien de l'idéalisme que du matérialisme traditionnels, expression des vieilles sociétés. Il souligne l'importance et la signification de la dialectique, nouvelle façon de penser, qui permet de concevoir le mouvement historique, le devenir.

Il s'en prend notamment à l'abstraction anti-historique qui prétend établir des vérités ayant valeur abstraite hors du temps et de l'espace, il critique toute pensée dogmatique qui ne voit pas que les systèmes philosophiques qui ont été dépassés ont pu être historiquement valables et avoir rempli une fonction nécessaire ; leur caducité n'apparaissant qu'avec la modifica-

tion des conditions auxquelles ils étaient liés.

tion des conditions auxquelles ils étaient liés.

« Sens commun »

Mais quand il envisage la question de la philosophie, Gramsci insiste sur la nécessité de ne pas réduire la philosophie d'une époque à un système individuel, l'œuvre originale d'un philosophe, mais d'y intégrer « l'ensemble de toutes les philosophies individuelles en des philosophies de tendance, à quoi il faut ajouter les opinions scientifiques, la religion, le sens commun » (1). Et Gramsci va définir ce qu'on peut entendre par « sens commun », cette philosophie spontanée des masses populaires, qui joue un rôle dans le devenir des formations sociales, et un rôle assez important ; nous y reviendrons.

Dans l'interprétation du marxisme, Gramsci indique la nécessité de bien comprendre ce



contre quoi était principalement dirigée l'œuvre de Marx : il s'agissait de lutter contre l'idéalisme, ainsi par exemple de montrer que dans une formation sociale, il est tout à fait erroné d'expliquer l'évolution et les modifications des rapports juridiques et des formes de l'Etat par la prétendue évolution générale de l'esprit humain ou par eux-mêmes. Plus globalement, il s'agissait de rétablir le primat de la structure économique, celle-ci déterminant en dernier ressort le devenir historique.

Des vides à combler

Mais Gramsci montre que ces exigences spécifiques liées au moment spécifique où s'est élaborée l'œuvre de Marx n'ont pas toujours été comprises et ont conduit par la suite à des interprétations réductrices, simplificatrices du marxisme. En effet, précise Gramsci, on en est ainsi venu à oublier des vérités contenues dans l'œuvre de Marx, telle celle consistant à affirmer que les hommes prennent conscience des conflits de la structure sur le terrain des idéologies, telle celle consistant à donner aux croyances populaires la validité de forces matérielles. Plus précisément, même si ces vérités n'ont pas été oubliées, elles n'ont pas été vraiment comprises, leur importance n'a pas été mesurée, on n'en a pas tiré les conclusions, y compris pratiques, qu'elles recélaient.

Ainsi, on a pu en venir à ce que Gramsci appelle un causalisme mécaniste, c'est-à-dire à une recherche de la cause unique dans le devenir historique, celle-ci étant bien sûr représentée par l'économie, la structure. Certes, l'économie est bien déterminante en dernière instance, rappelle Gramsci se référant à Engels, mais cela une fois établi, il reste beaucoup de vides à combler. Et Gramsci va s'attacher notamment à mettre en relief les éléments superstructurels qui n'ont pas seulement cette caractéristique de devoir exprimer la structure, mais qui agissent en retour, qui constituent eux-mêmes des éléments agissants, qui ne sont pas de simples apparences qui pourraient être négligées.

La valeur de l'idéologie

Gramsci est amené à souligner l'importance du sens commun fait de croyances populaires aux-



quelles sont liées des normes de conduite et qui conditionne fortement l'action des acteurs historiques que sont les masses populaires. Ainsi, Gramsci met en relief la valeur de l'idéologie qui organise les masses humaines et les pousse à l'action. Ainsi Gramsci met en évidence l'importance de la culture, qui conditionne l'action des hommes.

En d'autres termes, ce qui fait l'intérêt de Gramsci, c'est qu'il s'en prend à tout schéma réducteur du devenir historique, c'est qu'il met en cause cette prétention à rendre compte de l'histoire en quelques formules. Et il n'en reste pas à une démarche critique dont le positif ne serait qu'implicite. Il met en défaut l'explication par le facteur économique en la confrontant à des événements historiques fondamentaux ou significatifs. Il précise ce qui entre comme déterminant dans les rapports de forces, montrant ce qu'a de réducteur l'approche qui ne prend en compte que l'aspect matériel, quantitatif des forces en présence.

Et nous pouvons être sans doute d'autant plus sensibles aux arguments de Gramsci qu'il intègre dans sa réflexion la prise en compte d'éléments propres à un capitalisme déjà développé, donc plus complexe que celui existant au XIX^e siècle.

Dans les articles suivants, nous serons amenés à examiner de façon plus précise les questions traitées par Gramsci : l'approche théorique en termes de structure-superstructure ; la critique d'une certaine interprétation du facteur économique ; le sens commun ; la valeur de l'idéologie ; la recherche hégémonique. Il s'agit là de concepts qui éclairent la démarche révolutionnaire actuelle.

(1) Gramsci dans le texte. Editions Sociales. P. 354.

LA SEMAINE PROCHAINE : Une approche dialectique du rapport structure / superstructure.

LA FRANCE ET L'AFRIQUE DU SUD

La réalisation des promesses faites par Mitterrand au sujet des relations avec l'Afrique du Sud va constituer un test pour les pays du Tiers-Monde.



Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

DANS le domaine international, le parti socialiste a pris des engagements assez clairs concernant les relations avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Il s'est maintes fois déclaré favorable à l'arrêt des investissements et à l'appui aux sanctions économiques décidées par l'ONU. Plus récemment Mitterrand lui-même promettait « une révision de nos rapports avec l'Afrique du Sud, notamment en ce qui concerne les ventes d'armes et sur une attitude active de la France dans les organisations internationales lors des débats et initiatives en faveur de la justice et de la paix ».

C'est pourquoi, à la Conférence internationale sur les sanctions contre le régime d'apartheid qui se tient actuellement à Paris à l'UNESCO, les représentants des mouvements de libération et des gouvernements d'Afrique Australe montraient clairement leur joie et leurs espérances, déclarant par exemple : « Votre victoire est aussi notre victoire ».

Il faut en effet rappeler à quel point la politique de Giscard, outre ses ambitions de gendarme dans la zone d'influence d'Afrique francophone, a apporté un soutien constant au régime d'apartheid, alors que la diplomatie française multipliait les déclarations antiracistes de façade à l'intention des gouvernements du Tiers-Monde.

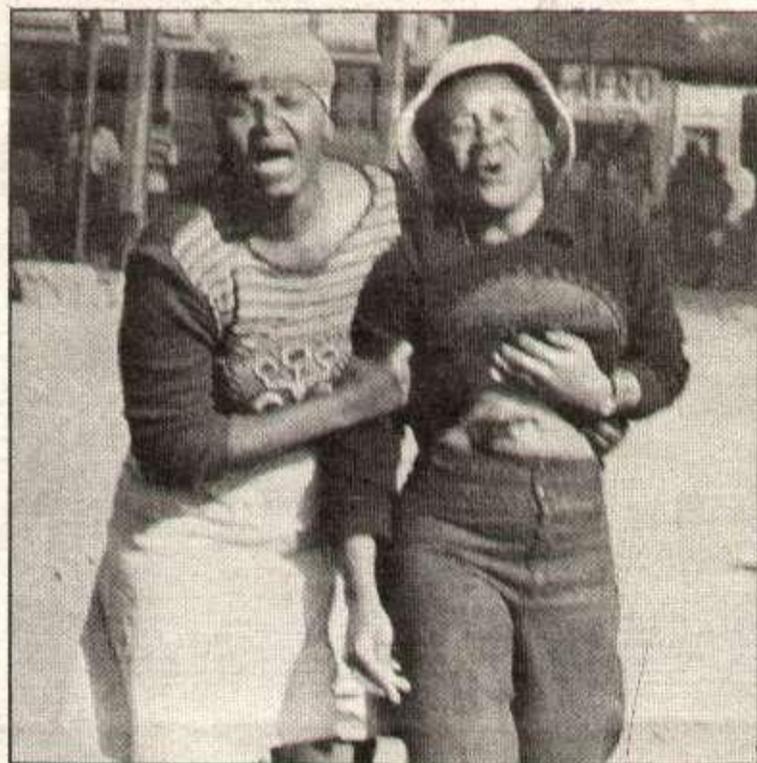
Compromissions

Rappelons par exemple que les relations économiques de la France avec l'Afrique du Sud n'ont cessé de se développer sous le précédent septennat. La décision (annoncée spectaculairement) de suspendre les exportations d'armes était sans effet, puisque les firmes françaises, en fournissant des licences et des usines à l'Afrique du Sud, avaient déjà donné au racistes les moyens de se doter d'une puissante industrie d'armement. Dans le domaine nucléaire, la construction de la centrale de

Koeberg, en coopération avec la France a été décidée peu après la révolte de Soweto en 1976. Les importations françaises de charbon sud-africain n'ont cessé d'augmenter : la France est devenue le premier débouché pour les mines d'Afrique du Sud. Depuis 1978, les Charbonnages de France, entreprise nationalisée, concourent en échange, à l'équipement de ces mines.

Avec d'autres pays européens, la France est compromise dans

miques contre l'Afrique du Sud, en accord avec les USA et la Grande-Bretagne. Le mois dernier encore, les pays africains se voyaient opposer le veto français contre des sanctions devant forcer l'Afrique du Sud à accepter l'indépendance de la Namibie. Leprette, le représentant français à l'ONU déclarait que « les sanctions allaient à l'encontre du but recherché, qui est la reprise et l'intensification des négociations destinées à assurer l'accession pacifique de la Namibie à l'indépendance ».



l'acheminement et la vente de produits pétroliers raffinés au régime raciste, contrevenant aux recommandations de l'ONU de 1979 pour un embargo pétrolier. Elle y a participé pour 350 milliards d'anciens francs en 1978.

Grande complaisance

Dans le domaine diplomatique, Giscard a toujours fait voter au Conseil de Sécurité contre l'adoption de sanctions écono-

En France même, le gouvernement avait montré une grande complaisance à l'égard de l'ambassade sud-africaine. Celle-ci, dotée de puissants moyens a tout fait pour développer une propagande donnant du régime raciste une image radieuse. Cette ambassade finançait l'ACFA (Association des communautés franco-sud-africaines) qui a bénéficié des libéralités de Connie Mulder (ministre impliqué dans un scandale de trafic d'influence). Rappelons aussi qu'un des plus fervents partisans de Pretoria en France est Médecin, le maire de Nice, qui n'a pas ménagé son soutien à Giscard.

Espérances

L'importance du soutien de la France au régime raciste donne la mesure du soulagement et des espérances des Africains aujourd'hui. Après avoir écouté l'intervention de Jospin à la conférence, John Nyati Pokela, président du PAC (Panafriquein Congress) d'Afrique du Sud déclarait : « Nous sommes très heureux de ce changement, c'est le langage que nous attendions depuis longtemps de la France. Nous espérons qu'il se traduira rapidement par des mesures concrètes. Au moment où le gouvernement de Pretoria reçoit l'appui ouvert de l'administration Reagan, il est heureux que le peuple d'Afrique du Sud entende ces mots d'encouragements venus de Paris ».

Dans un discours prononcé au meeting du 22 mai organisé par le MRAP, l'AFASPA et le Mouvement Anti-Apartheid, Sam Nujoma, dirigeant de la SWAPO (organisation de lutte du peuple de Namibie) devait revenir sur ce sujet. Se félicitant de l'arrivée au pouvoir de la gauche, il insistait également sur l'urgence d'une mise en application des mesures envisagées par le PS et sur la nécessité de la vigilance des militants anti-impérialistes français : « Il est nécessaire que ces promesses soient réalisées dans les faits. Il faut qu'un gouvernement socialiste en France en finisse avec cette politique ! »

Un test pour les pays du Tiers-Monde

La réalisation des promesses faites au sujet des relations avec l'Afrique du Sud va certainement constituer un test pour les pays du Tiers-Monde. Elle permettra également de mesurer le degré de résistance de la nouvelle diplomatie française aux pressions de Reagan. En effet, les USA ne peuvent manquer de combattre des initiatives entrant en contradiction avec leur politique de soutien actif à Pretoria. Si l'on examine les domaines où l'Etat peut intervenir à court ou moyen



terme, un certain nombre de mesures s'imposent rapidement :

- remise en cause des contrats de fabrication d'armes sous licence

- arrêt de l'importation illégale de l'uranium de Namibie

- blocage des prêts des banques nationalisées

- remise en cause des importations de charbon

- arrêt de la coopération dans le domaine nucléaire (centrale de Koeberg, formation de techniciens)

- application des sanctions de l'ONU

- rupture des relations dans les domaines sportif et culturel

- soutien aux positions des mouvements de libération et du Tiers-Monde à l'ONU et dans les autres organismes internationaux.

En même temps, il faut exiger qu'un gouvernement de gauche reconnaisse et appuie les mouvements de libération et qu'il soutienne les pays de la ligne de front dans leur effort pour desserrer le carcan économique de l'Afrique du Sud. Telle est maintenant la tâche des militants anti-impérialistes qui pendant des années ont dénoncé les méfaits de la politique africaine de Giscard : il s'agit de veiller à l'application des premières mesures inaugurant une politique réellement nouvelle en Afrique Australe.